

Activer le bon levier de l'emploi

On le sait, de nombreuses entreprises en Suisse connaissent des difficultés avec le franc fort. Des données économiques et prévisions conjoncturelles relativement positives font que la situation paraît moins grave qu'elle ne l'est. Les entreprises honorent toujours leurs commandes, mais au détriment des marges. Les annonces de délocalisation d'entreprises et de fermeture de pans de production se sont récemment multipliées. Que faire quand produire en Suisse coûte plus cher et que les exportations ne rapportent plus qu'une partie du prix initial ?

La réponse est claire : ce qui compte ce ne sont pas des interventions politiques demandant la réintroduction d'un taux plancher ou la création d'un fonds souverain ([À lire aussi, le blog «Au fait pourquoi pas un fonds souverain suisse ?»](#)). Il faut plutôt améliorer concrètement les conditions-cadre qui favorisent les investissements privés en Suisse et facilitent à nouveau la création de valeur. Ainsi seulement pourra-t-on absorber la hausse des coûts à long terme. Différentes mesures sont possibles, en voici quelques-unes :

- Les incertitudes politiques doivent être réduites. La planification est un élément très important pour les investissements à long terme. S'il y a des incertitudes sur l'évolution de la politique migratoire ou fiscale d'un pays, cela entame la confiance placée dans la place économique.
- L'accès aux marchés mondiaux doit être ouvert, car le marché intérieur est trop étiqué pour permettre le plein essor des entreprises helvétiques. De par sa vocation internationale, l'économie suisse doit bénéficier d'un accès aux marchés stable et attrayant – sur les marchés étrangers, il est important d'être compétitif par rapport à des tiers. Des entraves de taille ou des coûts supplémentaires pour les entreprises (en raison de réglementations spécifiques à la Suisse, par exemple) constituent un frein.
- Il est nécessaire de promouvoir les innovations à long terme. Des hautes écoles de premier plan doivent disposer de ressources financières adéquates et de la plus grande autonomie possible. Le rôle de l'État et des acteurs privés doit être clair et la politique en matière d'infrastructures doit être axée sur le long terme.
- Compte tenu du frein à l'endettement, une politique financière prévisionnelle doit fixer des priorités et viser croissance et prospérité. Une réforme de la prévoyance vieillesse, avec l'introduction d'une règle de stabilisation, permettrait de consolider durablement le dispositif en place.

Utilisons ces leviers importants pour offrir aux entreprises implantées en Suisse un environnement attrayant malgré le franc fort. C'est à cette condition qu'il sera possible d'atténuer la hausse des coûts liée au franc fort et de maintenir, voire de

renforcer la création de valeur et donc la prospérité.